

L'ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES LE PETIT MANUEL

- ▶ L'Accord sur la Facilitation des Échanges (l'AFE) est un accord commercial multilatéral conclu entre les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Conclu en décembre 2013 et entré en vigueur en février 2017, il vise à lever les obstacles au commerce liés au poids des formalités douanières. Les lourdeurs administratives entravent les échanges internationaux des entreprises de toute taille, mais représentent une charge particulièrement lourde pour les petites et moyennes entreprises.
- ▶ En ratifiant cet accord, les pays signataires s'engagent à mettre en œuvre une série de mesures dont le but est d'alléger les formalités administratives aux frontières — de l'accélération de la mainlevée et du dédouanement des marchandises jusqu'au renforcement de la coopération entre les agences frontalières.
- ▶ Ces réformes renforceront la transparence et l'efficacité des échanges, et contribueront à réduire la bureaucratie et la corruption afin de rendre les échanges commerciaux plus simples, rapides et rentables. Prises dans leur ensemble, les réformes ont le potentiel de réduire les coûts du commerce de 14,3 % en moyenne et de créer près de 20 millions d'emplois, principalement dans les pays en voie de développement. L'AFE offre une opportunité unique de contribuer à la croissance durable, à la réduction de la pauvreté et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

QU'APPORTE L'ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES ?

PUBLICATION D'INFORMATIONS SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES COMMERCIALES

Les gouvernements sont convenus de publier (y compris sur l'internet) toute une série d'informations douanières spécifiques relatives aux procédures commerciales, concernant notamment les taux de droits et les taxes, les formulaires et documents, les règles en matière de classement et de valeur en douane des marchandises, les règles d'origine, les procédures de transit et les règles applicables aux pénalités et aux recours.

CONSULTATION PRÉALABLE SUR LES MODIFICATIONS DES RÈGLES ET PROCÉDURES COMMERCIALES

Les gouvernements sont convenus de consulter les négociants et les parties intéressées avant d'introduire ou de modifier des lois relatives au mouvement, à la mainlevée et au dédouanement des marchandises.

NORMES CONCERNANT LES DÉCISIONS ANTICIPÉES

Les décisions anticipées relatives au classement tarifaire et à l'origine seront rendues dans un délai donné et seront ensuite contraignantes. Les gouvernements sont encouragés à envisager des décisions similaires en ce qui concerne

la valeur en douane des marchandises. Les procédures de demande de décision anticipée seront publiées, de même que les décisions clés, afin de contribuer à la cohérence des décisions anticipées qui seront rendues.

ASSURER LA COOPÉRATION INTERNE ENTRE SERVICES

Les autorités et organismes gouvernementaux chargés des contrôles aux frontières doivent coordonner leurs activités afin de faciliter les échanges. Cette coordination comprendra l'harmonisation des heures de travail ainsi que des procédures et formalités, le partage d'installations communes et l'établissement d'un guichet unique pour les contrôles aux frontières.

RÈGLES AUTORISANT LE MOUVEMENT DES MARCHANDISES IMPORTÉES DE LA FRONTIÈRE À UN BUREAU DE DOUANE À L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE

Le mouvement de marchandises destinées à l'importation sera autorisé sous contrôle douanier d'un bureau d'entrée à un autre bureau de douane, afin d'accélérer les flux de marchandises aux frontières.

RÉDUIRE LA COMPLEXITÉ DES FORMALITÉS ET DES DOCUMENTS D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

Les gouvernements sont convenus d'examiner les formalités et les prescriptions en matière de documents requis pour l'importation, l'exportation et le transit, y compris en appliquant dans la mesure du possible des normes internationales et des systèmes de guichet unique, et interdiront le recours obligatoire à des courtiers en douane.

NORMES CONCERNANT LES PROCÉDURES DE RECOURS ET DE RÉEXAMEN

Les négociants directement affectés par une décision ou par le silence des douanes devront se voir communiquer leurs raisons, et disposeront d'un droit de recours à l'encontre des décisions.

TRANSPARENCE, IMPARTIALITÉ ET NON-DISCRIMINATION AU PASSAGE DES FRONTIÈRES

Les gouvernements émettront des notifications relatives aux procédures de contrôle à la frontière des produits alimentaires, des boissons ou des aliments pour animaux, y compris en ménageant la possibilité d'une seconde opinion quand les envois auront été jugés dangereux.

RÈGLES RELATIVES AUX REDEVANCES ET IMPOSITIONS À L'IMPORTATION/EXPORTATION

Les redevances et impositions à l'importation/exportation seront limitées au coût approximatif des services rendus. Les pénalités en cas d'infraction à une loi ou à une réglementation seront proportionnelles à l'infraction, et tout conflit d'intérêt devra être évité dans la fixation et le recouvrement des droits et des pénalités.

MAINLEVÉE ET DÉDOUANEMENT DES MARCHANDISES

Les procédures douanières concernant la mainlevée et le dédouanement des marchandises à l'importation, à l'exportation ou pour le transit seront améliorées et normalisées, avec notamment des engagements en vue de maximiser l'utilisation de la technologie, une simplification des règles pour les négociants agréés, selon qu'il sera approprié, et la publication des délais de mainlevée. Pour l'inspection des marchandises, la gestion du risque et les contrôles après dédouanement seront aussi encouragés.

RÈGLES ENCOURAGEANT LA LIBERTÉ DE TRANSIT

Les gouvernements sont encouragés à améliorer le transit des marchandises vers d'autres pays, y compris en mettant à disposition des voies de transit dédiées, en réduisant au minimum les documents requis pour le transit et en autorisant leur dépôt préalable en vue de leur traitement.

COOPÉRATION INTERNATIONALE ENTRE DOUANES

Lorsque les douanes demanderont des renseignements à une autre autorité douanière, notamment afin de vérifier des déclarations d'importation ou d'exportation, les gouvernements devront faire en sorte que ces renseignements soient échangés. L'élaboration de systèmes de respect volontaire permettant aux négociants d'effectuer eux-mêmes des rectifications sans pénalités est encouragée.

CONSULTATION DES ENTREPRISES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE

Chaque gouvernement est appelé à établir ou à maintenir un Comité national de la facilitation des échanges afin de coordonner la mise en œuvre de l'accord. La plupart des gouvernements le font en partenariat avec les parties prenantes et la communauté économique, afin de les consulter sur la réalisation des réformes en matière de facilitation. Le Comité de la facilitation des échanges de l'OMC sert de cadre de consultations et de partage d'expériences pour les Membres de l'OMC en ce qui concerne le fonctionnement et la mise en œuvre de l'AFE. Les dispositions institutionnelles relatives au Comité et les responsabilités de ce dernier figurent à l'article 23 de l'AFE.

ASSISTANCE SPÉCIALE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

L'AFE prévoit une mise en œuvre progressive dans les pays en développement et les pays les moins avancés, en leur accordant selon leurs besoins des délais de mise en conformité plus longs. Les pays concernés peuvent aussi lier leurs engagements à l'obtention d'une assistance technique et d'un soutien pour le renforcement des capacités, sous réserve d'un suivi de l'OMC.

L'ALLIANCE MONDIALE POUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

L'Alliance Mondiale pour la Facilitation des Échanges est un partenariat public-privé pour la croissance portée par le commerce. Nous sommes convaincus que le commerce international doit être plus simple, plus rapide et plus économique, créant de nouvelles opportunités commerciales et favorisant le développement économique et social tout en réduisant la pauvreté. Notre mission consiste à aider les pays en développement et les pays les moins avancés à mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce. Nous rapprochons les gouvernements et le secteur privé comme partenaires à titre égal pour identifier les retards douaniers et les formalités inutiles aux frontières et pour concevoir et mettre en œuvre des réformes ciblées produisant des résultats quantifiables.



www.tradefacilitation.org

[@GATFnews](https://twitter.com/GATFnews)